

MARDI

3

JANVIER 1967

LE NUMERO : 50, francs

L'ESSOR

ORGANE DE L'UNION SOUDANAISE - R.D.A.

Hebdomadaire

IDRISSA DIARRA

 Directeur de Publication :
 MAMADOU GOLOGO

 Abonnements :
 1 an 1.500 frs
 6 mois 900 frs
 3 mois 450 frs
 C. C. P. 7923

MESSAGE DE NOUVEL AN DU PRESIDENT MODIBO KEITA A LA NATION

Maliennes,

Maliens,

A l'instant même où je vous parle, l'année nouvelle 1967 succède à l'année 1966. A l'occasion de ce grand événement, c'est pour moi une très grande joie de m'acquitter, au nom de notre Parti, l'Union Soudanaise-R.D.A. et du Gouvernement de la République du Mali, du devoir combien agréable d'adresser les vœux les meilleurs à chacun de vous et à la Nation tout entière.

En ce jour d'allégresse générale, c'est avec un réel plaisir que je remercie chaleureusement tous les ressortissants des pays amis qui nous ont apporté leur assistance technique efficiente pendant l'année 1966. La République du Mali apprécie les efforts qu'ils ont déployés et le dévouement dont ils ont fait preuve malgré des conditions de travail défavorables par rapport à celles qui existent dans leur pays respectif. Pour tous, pour chacun des leurs résidant au Mali ou restés au pays natal, je formule les vœux les meilleurs pour l'année nouvelle 1967.

Je voudrais assurer les Maliens vivant à l'étranger que notre Patrie les associe pleinement à son destin. A ce titre, je souhaite qu'ils puissent trouver en eux-mêmes, durant l'année qui commence, toujours davantage de ressources pour garantir et renforcer leur honneur et leur dignité ainsi que la grandeur sacrée du Mali à tous égards. En retour, le Mali donne assurance de leur apporter en toutes circonstances de temps et de lieu, des raisons d'être fières de notre Patrie commune à l'édification de laquelle chaque compatriote de l'intérieur ou de l'extérieur doit se consacrer entièrement.

Si nous fêtons, nous Maliens et Maliennes, le Nouvel An dans la joie légitime de vivre entourés des nôtres au foyer, nous ne pouvons et ne devons pas nous empêcher de penser à tous les peuples du monde, singulièrement à ceux qui, en ces instants mêmes, sont en proie aux souffrances et aux privations de toutes sortes du fait de la lutte armée ou non qu'ils mènent pour se libérer du cruel système colonial de l'impérialisme.

En effet, nous ne devons jamais perdre de vue que la situation dans le monde n'a cessé d'être troublée tout au long de l'année 1966 par les atteintes que l'impérialisme et les forces réactionnaires portent constamment à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté des peuples. Sous ce rapport, l'intérêt de ceux-ci a été sollicité notamment par deux pôles :

PRIMO : L'évolution de la situation dans les pays d'Afrique encore soumis à la domination étrangère :

En 1966, la situation en Rhodésie a connu un développement douloureux pour tous les peuples épris de paix et de justice. Ce drame que l'humanité condamne et dont le Gouvernement travailliste de Grande-Bretagne porte la responsabilité, réside dans le fait inique, révoltant, qu'une petite minorité de deux cents mille colons blancs colonisent quatre millions de Zimbawés autochtones par l'érection en système de Gouvernement des sévices inimaginables d'une discrimination raciale de type terroriste.

Dans les pays sous domination portugaise (Angola, Guinée-Bissau, Mozambique, etc.) d'odieuses atrocités sont perpétrées quotidiennement contre des peuples qui se battent pour l'affirmation de leur droit inaliénable à la liberté, à la dignité et à l'indépendance nationale.

A tous les peuples frères opprimés, mais dont la victoire est certaine, le Gouvernement et le Peuple du Mali apportent leur soutien agissant dans la juste lutte qu'ils mènent pour la libération de leur patrie.

SECUNDO : Le développement de la situation au Sud-Est asiatique où le douloureux drame vietnamien est engagé dans un processus pouvant déboucher sur une guerre mondiale. L'humanité suit avec émotion les bombardements du Nord-Vietnam. Ces bombardements dévastateurs ne constituent point une approche vers la paix, bien au contraire.

Le Mali reconnaît au Peuple vietnamien le droit inaliénable de décider lui-même de ses propres affaires. C'est dans ce sens que nous continuons à faire appel de façon pressante au Gouvernement

(Suite en page 3)



LE SENEGAL A L'HEURE DE LA VISITE DU PRESIDENT MODIBO KEITA

Deuxième Etape : Louga Capitale du M'Diambour

Le samedi 3 décembre 1966, en fin de matinée, Louga accueillait la Délégation malienne avec les Présidents Modibo Keita et Léopold Sédar Senghor; Louga, la capitale du N'Diambour, Louga qui, dans l'ancien Sénégal a, comme Tombouctou, donné des grands penseurs et comme Sikasso des guerriers.

Les habitants du N'Diambour ont porté un démenti cinglant à la vieille réputation d'être les Normands du Sénégal en ouvrant sincèrement leurs cœurs aux hôtes venus de Dakar et de Bamako en leur réservant un accueil très chaleureux.

La traversée de ce beau pays offre au visiteur un exemple d'animation, cette animation indispensable à l'éveil et à la sensibilisation des masses urbaines et rurales aux problèmes de développement. Ici l'animation cesse d'être un service administratif pour devenir le support initial d'un mouvement de

mobilisation et d'organisation des hommes et des communautés pour le développement.

Comme Niour-du-Sahel, Louga est un centre commercial important de bétail, chevaux, chameaux, etc.

La haie d'honneur, sur un parcours de deux kilomètres, formée de chevaux et de chameaux du Damel du Tègne, à l'entrée de Louga, montre que l'élevage, cette autre branche de l'agriculture, est l'une des principales occupations du N'Diambour.

La réhabilitation de la culture négro-africaine est au centre des soucis du

Sénégalais. La troupe folklorique de Louga nous en a fait une démonstration sur la place des fêtes.

Tout lie le Mali et le Sénégal : la géographie, l'histoire et l'économie, c'est ce qu'a souligné M. Moustapha Cissé, Député-Maire de Louga. Parlant du Comité Inter-Etats, M. le Maire a déclaré : « La population de Louga, éprouvée par un manque d'eau attend la réalisation du projet pour la promotion économique », dans l'allocation de bienvenue suivante :

(suite en page 2)

MESSAGE DE NOUVEL AN A LA NATION

Suite de la 1^{re} page
des Etats-Unis d'Amérique et à
joindre nos voix à toutes celles qui
se sont élevées à travers le monde
pour demander à l'administration
américaine l'arrêt des bombarde-
ments du Nord Vietnam.

Faire jouer la solidarité internationale

Sur le plan du commerce international, l'année 1966 a vu s'aggraver la détérioration des termes de l'échange au détriment des pays du Tiers-Monde. En effet, l'augmentation croissante du prix des produits dont les pays en voie de développement sont consommateurs, correspond la baisse du prix des produits qu'ils exportent. Dans ces conditions, il importe de faire jouer effectivement la solidarité internationale et de parvenir à la stabilisation des cours des produits agricoles en fonction de ceux des produits manufacturés. Ce comportement constituerait une des meilleures formes d'aide aux pays en voie de développement parce qu'il sauvegarderait leur dignité et serait un stimulant pour accroître leur production.

Renforcer le front anti-impérialiste

Dans l'arène internationale, un vent d'intolérance souffle de plus en plus fortement à travers le monde.

A cet égard la tendance se fait plus brutale chez des grandes puissances à imposer un choix aux petits pays, à les obliger à renoncer à une politique étrangère et nationale indépendantes, à s'aligner sur elles, donc à tourner le dos au non-alignement. C'est dans ce sens qu'agit la pression de l'impérialisme qui continue de se manifester notamment en Afrique où il est responsable de bon nombre de coups d'Etat.

Tous ces agissements de l'impérialisme menacent la stabilité internationale et entravent le progrès des peuples. Pour y remédier, il est important que l'année nouvelle voie se renforcer les rangs, le front de solidarité des pays anti-impérialistes aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique.

Ce sont de telles préoccupations qui ont déterminé en 1966 et qui continueront à déterminer en 1967 l'action du Mali à l'O.N.U. et dans les autres institutions internationales de tous ordres. A ces niveaux, nous apporterons notre contribution pour le triomphe des normes justes et équitables dans les relations entre les nations et les peuples du monde, à l'exclusion de toute discrimination.

S'agissant de la situation en Afrique, le Mali a constamment œuvré, au cours de l'année 1966, pour renforcer l'Organisation de l'Unité Africaine par le respect de sa Charte et l'application de ses décisions. La dernière conférence des Chefs d'Etat a permis à l'O.U.A. de surmonter la crise qui la menaçait.

Si certains Chefs d'Etat n'ont pas pu y participer personnellement parce qu'empêchés, il faut espérer que la session de 1967, en cette période particulièrement délicate que traverse le monde, se félicitera de leur présence effective. Nous réaffirmons une fois de plus notre conviction profonde que :

- L'Organisation de l'Unité Africaine ne se consolidera pas pour remplir de façon pleine et entière son rôle d'outil efficace de lutte contre l'impérialisme et son système colonial et d'émancipation complète des Peuples d'Afrique;

- La coopération interafricaine ne sera pas une réalité positive-ment agissante tant que les pays africains ne respecteront pas les principes considérés comme fondamentaux, à savoir :

- Respect réciproque de l'intégrité des territoires nationaux;
- Non ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats;

- Respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté nationales;

- Règlement des conflits quelle qu'en soit la gravité par la négociation et le dialogue.

Le Mali tient à l'O.U.A.

Pour sa part, le Peuple malien, parce qu'il tient à l'O.U.A. telle que définie par sa Charte, et qu'il est attaché à la coopération interafricaine sur la base des principes que je viens de rappeler, le Peuple malien continuera sans défaillance à se conformer auxdits principes et à les appliquer. Au seuil de l'année 1967, le Mali formule le vœu que l'esprit et la force de l'unité, la volonté de la promotion et de la développer pour l'émancipation africaine animent tous les peuples d'Afrique, plus particulièrement ceux que des différends opposent, afin qu'ils puissent parvenir à une complète compréhension mutuelle et à la solution juste des problèmes existants.

Notre action permanente sur le plan mondial et africain en faveur du progrès, du bonheur et de la prospérité des peuples trouve son fondement solide, plonge profondément ses racines dans notre option nationale, d'édifier au Mali la meilleure société humaine, la société socialiste qui, dans les conditions modernes du développement et des acquisitions de la science et de la technique, seule offre aux masses populaires opprimées et exploitées des millénaires durant, les possibilités illimitées de prendre en main leur propre destin, d'assumer avec conscience la responsabilité pleine et entière de leur épanouissement rapide et intégral.

L'agriculture est le fondement de notre économie nationale

C'est donc à la réalisation de la grandiose tâche de construction du socialisme au Mali que nous avons été absorbés tous, Maliens et Malienne, pendant l'année écoulée. Celle-ci n'a pas été traversée sans des difficultés, que tout le Peuple malien connaît pour en avoir été tenu informé par le Parti et le Gouvernement et pour avoir été les artisans concernés des mesures destinées à enrayer lesdites difficultés. Mais celles-ci ne sont-elles pas dans l'ordre normal des choses pour nous qui avons choisi de lutter pour transformer, malgré les privations et autres obstacles temporaires, l'ordre social ancien et vicieux et pour bâtir la société nouvelle où le bien-être sans cesse croissant est assuré à tous et à chacun ? Le fait que les tenants de tout crin des systèmes d'oppression et d'exploitation des hommes et des peuples trouvent motif à tout pour nous calomnier doit, non pas nous étonner, nous ébranler ou encore moins nous décourager, mais au contraire nous armer et nous aguerrir davantage.

Je ne fais donc que vous dire ce que vous savez déjà en rappelant que l'année 1966 fut difficile au point de vue de la satisfaction des besoins de consommation. La raison en est que les régions les plus productives de la République en particulier l'Office du Niger, ont cruellement souffert d'une part des inondations et d'autre part de la sécheresse. Notre Gouvernement populaire a tout naturellement fait son devoir en déployant des efforts sans précédent pour atténuer les effets du déficit des récoltes.

La situation créée par les calamités naturelles nous a donné, une fois de plus, la leçon par l'expérience pratique, vécue :

- d'une part, que l'agriculture est le fondement de notre économie nationale;
- d'autre part, que c'est une nécessité impérieuse de mettre tout

en œuvre pour doter dans les meilleurs délais notre agriculture encore arriérée de plusieurs siècles des structures nouvelles et des forces productives appropriées lui permettant d'augmenter, comme il faut, en quantité et en qualité, la production par branche agricole diversifiée et de s'acquitter, de mieux en mieux, de ses tâches essentielles qui consistent à satisfaire aux besoins croissants du Mali tant en cultures vivrières qu'en cultures industrielles.

Pendant l'année 1966, nous avons renforcé notre action en direction de l'agriculture. C'est ainsi que le territoire national a été divisé en 23 zones, ce qui a permis, entre autres choses, de développer la mystique des activités, de la production agricoles en fixant encore plus l'attention des responsables à tous les échelons sur l'importance primordiale du secteur et en assignant davantage la conscience claire des populations rurales. Grâce à la conjugaison des effets :

- d'un côté, de la mobilisation paysanne par le système des zones, de la pratique d'une politique de promotion prioritaire de la coopération agricole, de l'équipement et de l'encadrement serré du paysan, du prix rémunérateur des céréales;

- et de l'autre côté, de la régularité des pluies, les récoltes s'annoncent bonnes dans la plus grande partie de la République.

Mais nous avons cependant à déplorer une sécheresse très sévère qui a réduit malheureusement à néant les efforts très louables et les espoirs légitimes des populations rurales dans la VI^e Région. Celle-ci, de ce fait, a droit à la sollicitude nationale. Plus que jamais la solidarité à son égard doit se manifester dans les autres régions par une commercialisation plus réussie que les années précédentes.

Rien ne saurait nous arrêter

Prenant appui sur la promotion agricole, le développement de notre économie nationale s'est poursuivi durant l'année écoulée dans tous les secteurs qui la composent. Ainsi 250 kilomètres de route ont été bitumés; deux ponts construits, l'un sur le Bani à Douana et l'autre à Koro; de nouvelles réalisations sont soit entrées en exploitation, soit en voie de l'être :

- Mali Plastic;
- Usine d'allumettes Eclair;
- Central hydro-électrique de Sotaba;
- Complexe sucrier de Dougabougou;
- Usine de céramique;
- Mali Gaz;
- D'autres sont en construction ou attendent de l'être :
- Combinat textile;
- Cimenterie;
- Meunerie, etc.

C'est dire que l'industrialisation socialiste de notre pays avance. Sur cette voie qui seule garantit la conquête de notre indépendance et de notre souveraineté nationales complètes, rien ne saurait nous arrêter, ni les difficultés inévitables que nous sommes décidés à vaincre, ni les erreurs possibles que nous sommes déterminés à réduire jusqu'à leur élimination complète en parvenant le plus rapidement possible à maîtriser les éléments de l'édification planifiée de notre industrie nationale.

Pour remédier au déséquilibre résultant de l'avance prise dans le domaine du développement social et culturel, nous avons poursuivi ce secteur l'action de consolidation et d'exploitation sans cesse plus rationnelle de ce qui a été acquis les années précédentes en faveur de la santé et de l'instruction publiques, ainsi que du bien-être général des populations maliennes.

Cependant nous avons en à nous réunir en 1966 de l'ouverture de l'Institut Polytechnique de Kati-bougou, du Lycée et de l'Ecole

Normale Supérieure de Badalabougou, ainsi que de la dotation de notre capitale d'un Stade omnisport de la plus haute classe moderne.

Une activité de premier ordre

Dans les conditions du Mali, le commerce constituant une activité de premier ordre, le Parti et le Gouvernement ont pratiqué et continueront à pratiquer une vigoureuse politique de remise en ordre et d'assainissement du circuit des échanges destinée à assurer à l'Etat la maîtrise effective du marché national. Le succès de cette politique exige la lutte sans merci contre la fraude et le trafic, lutte que bien des régions du pays ont menée de façon positive. Il importe de développer à l'avenir l'action dans ce sens en parvenant à en faire une affaire des populations elles-mêmes.

Aller toujours de l'avant

Pendant l'année 1966, le Parti et le Gouvernement ont poursuivi le travail d'adaptation et de rajustement de leurs divers organes afin d'améliorer toujours davantage notre action dans tous les domaines des activités nationales. Le Gouvernement a été remanié avec le souci d'aller de l'avant, d'accroître son efficacité par la promotion de jeunes militants à des responsabilités ministérielles en application de notre politique juste et révolutionnaire des cadres.

Il a été également procédé à la restructuration des Sociétés et Entreprises d'Etat en concentrant dans la mesure du possible les activités connexes au niveau d'une même direction et en situant le contrôle de l'ensemble au niveau d'un seul département.

Cette réforme est faite pour élever la conscience de responsabilité des directions de nos Sociétés et Entreprises d'Etat, coordonner mieux leurs activités au point de permettre de déterminer et d'apprécier plus correctement leur efficacité dans la gestion du patrimoine national.

C'est dans le sens d'une plus grande aptitude de nos institutions à assumer le rôle qui leur est assigné dans les transformations de la société malienne que les nouveaux Conseils municipaux ont été élus en 1966. Tout doit être mis en œuvre pour que les communes accomplissent les programmes qui sont les leurs au plus grand bénéfice de notre révolution et cela par une bonne gestion des biens communaux.

Nous continuerons en 1967, à chercher et à trouver les moyens de faire des organes de notre Etat et de son administration des outils toujours plus aptes de la construction socialiste du Mali. A ce sujet, nous fondons les plus grands espoirs sur les conclusions de la Commission nationale de redressement que je me dois de féliciter une fois de plus pour le sérieux du travail qu'elle a fait.

L'année qui s'achève a vu aussi, sur le plan du Parti, la création des commissions de travail du Bureau Politique National et de celles des sections. Le fonctionnement effectif de ces commissions, qu'il faut obtenir et développer, élargit et consolide la base d'action du Parti en permettant aux militants techniciens de contribuer plus et mieux à cette action.

Il importe au plus haut degré, dans l'intérêt du développement adéquat de la Révolution, de rappeler la nécessité pour chaque militant, singulièrement pour chaque cadre et pour chaque responsable de se pénétrer très profondément de la signification réelle du rôle dirigeant du Parti et des responsabilités croissantes qui en résultent pour nous, tant sur le plan individuel que sur le plan collectif, au fur et à mesure que les choses avancent. Le Parti ne peut diriger le peuple comme il

faut qu'à la condition impérative d'informer, de défendre et de servir, en toutes circonstances de temps et de lieu, l'essentiel sinon la totalité des aspirations légitimes et justes des larges masses composant plus des 95 % des populations maliennes et que son activité ne cesse jamais de s'inscrire dans le sens de l'histoire.

Celle-ci enseigne et notre propre expérience confirme que le Peuple donne sa confiance et accepte d'être dirigé non pas par le fait du hasard, d'une simple déclaration d'intention, de profession de foi mais sur la base de la lutte effective pour ses intérêts, du dévouement et de la fidélité constants à sa cause.

Faire preuve de grande vigilance envers soi-même

La Révolution signifiant passage de l'état inférieur à l'état supérieur, changement qualitatif, exclut nécessairement la stagnation. Elle exige que les dirigeants se tiennent étroitement au Peuple afin que les problèmes du pays ne soient pas les problèmes du seul sommet, mais bien les problèmes de tout le Peuple.

Une conscience nationale développée face à tous les aspects de la vie de la nation, la responsabilité effective de toutes les couches de la population laborieuse dans la solution des différents problèmes que pose l'édification nationale, tous ces facteurs qui garantissent le respect des normes démocratiques prémisses solidement contre les bouleversements que fomentent l'impérialisme. C'est pourquoi, il est indispensable pour les peuples comme le Peuple malien et surtout pour les responsables comme ceux de l'Union Soudanaise-R.D.A. à tous les échelons, de faire preuve de la plus grande vigilance envers soi-même afin d'être des meilleurs pour le respect rigoureux des principes sur lesquels se fonde le socialisme que nous avons fait le serment de bâtir. Ces principes sont notamment :

- Le respect absolu de la chose publique en toutes circonstances;
- Le dévouement sans réserve et la fidélité inconditionnelle au Peuple et au Parti et à leur option socialiste;
- Le développement de l'esprit de sacrifice pour la cause de la révolution permettant de comprendre les difficultés passagères et de lutter de tous ses efforts jusqu'à la victoire;

- L'action intransigeante contre toutes les activités et pratiques anti-nationales dont la fraude et le trafic;

- Le développement de l'esprit d'initiative, de confiance en soi et de responsabilité qui bouscule les vieilles habitudes de routine et de facilité et qui fait agir et entreprendre;

- La lutte acharnée pour arrêter et éliminer toutes les tendances bourgeoises et réactionnaires et pour développer et faire triompher les attitudes et la conscience socialistes face aux affaires nationales et internationales.

Tout doit être fait pour qu'en 1967, l'application des principes du Parti connaisse le développement que requièrent les exigences des conditions de l'étape nouvelle.

Renforcer le front révolutionnaire

Les organisations des travailleurs, de jeunes et de femmes ont, de leur côté, apporté, durant l'année 1966 une contribution de qualité à la marche de la révolution malienne. Le Parti et le Gouvernement les en félicitent chaleureusement.

Ils les invitent à redoubler d'efforts en 1967, à être plus que jamais les défenseurs ardents et inflexibles de l'option socialiste de la nation et les artisans infatigables.

(Suite en page 4)

MESSAGE DE NOUVEL AN A LA NATION

(Suite de la page 3)

bles de la réalisation des objectifs de notre politique intérieure et extérieure.

Sous ce rapport, il revient aux travailleurs salariés de toutes les catégories, aussi bien dans les organisations du Parti que dans leurs organisations professionnelles, d'assumer le rôle d'avant-garde que l'histoire leur assigne ainsi que la mission glorieuse de porter haut le drapeau anti-impérialiste, anti-colonialiste, anti-néo-colonialiste, le drapeau de l'indépendance nationale en se tenant toujours aux premiers rangs de la lutte pour la révolution nationale et démocratique et pour le socialisme.

Les travailleurs salariés, en tant que détachement avancé, doivent avoir confiance dans la force des masses populaires; ils doivent avant tout s'unir sans cesse mieux et plus à la paysannerie laborieuse pour développer toujours davantage l'alliance vitale entre travailleurs urbains et travailleurs ruraux, pour renforcer le front révolutionnaire des villes et des campagnes. Il est d'une importance primordiale pour le Parti et pour les syndicats que leurs militants salariés des villes travaillent à la campagne, aident les paysans à s'organiser sur les bases de la collectivisation de leurs exploitations et de l'utilisation des acquisitions des techniques et de la science agricoles modernes, à accomplir la transformation et l'édification socialistes de l'économie rurale, à élever la conscience socialiste en milieu rural, à y stimuler le sentiment patriotique, de la dignité nationale, de la confiance en soi, de la solidarité nationale et internationale.

A cet égard, nous saluons la belle initiative de l'Union des Coopératives de Bamako et de la Gendarmerie en faveur des villages pilotes du cercle.

L'organisation, la consolidation et le développement de l'union de toutes les couches populaires et patriotiques en un front uni national ayant pour base l'alliance des travailleurs des villes et des campagnes exigent du Parti et de l'U.N.T.M. qu'ils s'en tiennent fermement à la stratégie prolétarienne de libération nationale et sociale et à la tactique conséquente et offerte dans les domaines politique, idéologique et d'organisation. La réalisation d'une telle ligne juste, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, doit être la préoccupation dominante des travailleurs. Elle exige d'eux qu'ils agissent en sorte que notre révolution nationale et démocratique ainsi que notre révolution socialiste soient menées jusqu'au bout sur les fronts économique, politique, culturel et idéologique.

Le Parti et le Gouvernement ont suivi avec la plus grande attention l'action de nos jeunes et de nos femmes tant dans les organisations du Parti, des syndicats que dans leurs organisations spécifiquement propres.

Nous avons salué en son temps le travail des dernières assises du Conseil National de la Jeunesse de l'Union Soudanaise-R.D.A.. C'est l'occasion une fois de plus de rappeler à nos jeunes, qu'étant destinés à faire la relève de leurs aînés, ils sont l'avenir du pays et de la révolution et qu'à ce titre ils assument une responsabilité particulièrement lourde face à l'histoire. Pour cela, ils doivent accorder le plus grand intérêt à leur formation et à leur éducation de continuateurs de la révolution au Mali. C'est dire qu'ils doivent déployer tous leurs efforts pour se détourner de la voie des facilités et de la jouissance, de toutes les tendances et pratiques que les milieux décadents et réactionnaires offrent actuellement pour la consommation de la jeunesse afin de

la divertir, de la dévier et de la purger au garage des mauvaises mœurs.

Il appartient aux organisations de jeunes de puiser les raisons de leur foi en la révolution, en la grandeur du Mali dans l'histoire de notre peuple et des autres peuples du monde, dans ce que cette histoire a de meilleur. Le Parti et le Gouvernement leur apporteront toute l'aide dont ils ont besoin.

La révolution, le bonheur et la grandeur de la Patrie sont l'affaire des jeunes au plus haut point. Le Parti et le Gouvernement ne cesseront de s'employer pour le meilleur épanouissement de la jeunesse malienne. En retour, ils attendent de celle-ci qu'elle continue d'être le fer de lance dans tous les domaines de l'édification socialiste de la Nation, qu'elle ait sans cesse plus d'initiative et plus d'audace, qu'elle améliore et perfectionne toujours davantage ses organes de tous ordres tant en ville qu'à la campagne et qu'elle soit la gardienne vigilante et intransigeante des acquis de notre révolution en en étant le bâtisseur futur et intrépide. Dans cette voie, le Parti et le Gouvernement engagent la belle jeunesse malienne et lui souhaitent les plus grands succès durant l'année 1967.

Quant à nos femmes, elles ont continué en 1966 à mériter nos plus vives félicitations grâce à l'action persévérante qu'elles ont menée. Ne composant pas moins de 50 % de la population du Mali, elles doivent se convaincre toujours plus de la réalité qu'elles ont un rôle primordial à jouer pour l'édification socialiste, le bonheur et la grandeur du Mali.

A cet effet, il faut qu'elles développent leurs organisations sur les bases saines et correctes que le Parti a définies. Ainsi, elles pourront mobiliser les plus larges masses féminines tant en ville qu'à la campagne et en faire des artisanes conscientes et déterminées du combat de notre libération nationale et sociale. Il est nécessaire que les femmes ne négligent aucun aspect de la vie sociale et à cet égard elles doivent se mobiliser toujours davantage pour la police économique, contre tous les facteurs de la vie chère, en particulier le trafic et la fraude. Le Parti et le Gouvernement comptent sur leur concours efficace dans ce domaine et espèrent qu'elles y remporteront plus de succès pendant l'année 1967, dans le cadre plus général de la défense de tous les acquis de notre révolution et de son développement continu, irréversible.

Au cours de l'année qui s'achève, notre Armée nationale a continué à remplir pleinement les plus chers espoirs de la Nation. Elle a développé ses activités en qualité et en quantité. C'est ainsi qu'elle a procédé, sur toute l'étendue du territoire national, à la formation militaire de nos milices et des cadres administratifs et politiques. En plus de ses activités agricoles propres devenues déjà une tradition profondément enracinée chez elle, l'Armée de notre Peuple est à ce jour sur les terres de l'Office du Niger en train de faire la récolte du riz de cette entreprise socialiste, grenier de notre pays. Le Parti et le Gouvernement lui adressent les félicitations chaleureuses de la Nation. Ils expriment leur conviction que l'année 1967 sera l'année où l'Armée Nationale du Mali renforcera son caractère populaire et révolutionnaire en se qualifiant davantage tant dans le domaine plus spécifique de son travail de sécurité et de défense nationales que sur le plan plus général des autres secteurs (politique, économique, social, culturel et idéologique) de la révolution de libération de notre pays et de son peuple. Avec notre Armée Nationale, puisant dans nos belles et glorieuses traditions de courage, d'honneur et de dignité, le Peuple malien est sûr de pouvoir se libérer

péniblement à son travail patriotique d'édification socialiste du Mali.

Un bilan positif

Nous pouvons, Maliens et Maliennes, nous réjouir à juste titre du fait que le bilan 1966 de l'action du Mali est positif dans l'ensemble. Le Parti et le Gouvernement sont heureux de vous féliciter très vivement pour les efforts que vous avez déployés pour obtenir ce résultat.

Ils engagent notre Peuple, admirable à tous égards, à déployer, durant l'année nouvelle, encore et toujours des efforts plus grands et mieux qualifiés, pour que les glorieuses traditions de labeur soutenu, de vaillance, d'honneur et de dignité qui ont fait la grandeur de notre pays atteignent de nouveaux et plus hauts sommets, que la révolution se développe dans tous les domaines et serve, comme il en a été avec nos ancêtres d'exemple à d'autres peuples encore opprimés et exploités pour trouver le chemin de leur libération. Ils expriment leur certitude que chaque compatriote mettra le meilleur de lui-même pour être du nombre des heureux gagnants de la compétition patriotique en cours, à l'heure du prochain bilan et pour mériter la place de choix parmi les promus aux futures décorations nationales et au titre

glorieux du meilleur travailleur, bâtisseur du socialisme.

La mort plutôt que la honte

Pour leur part, le Parti et le Gouvernement, auxquels le Mali a confié la redoutable mais honorable mission de sauvegarder et de garantir de toute souillure sa fière devise de préférer la mort debout à la honte infamante de vivre à genoux et son serment sacré de lutter pour vaincre, de vaincre pour vivre et de vivre pour lutter, le Parti et le Gouvernement donc donne l'assurance qu'ils s'acquittent intégralement de leur mission

de confiance jusqu'à l'objectif final qui est de bâtir la grande ur nationale en libérant totalement la Patrie malienne éternelle et son Peuple par l'édification du socialisme.

Pour la meilleure contribution à cette grandiose tâche historique, je souhaite que l'année 1967 vous assure à tous, Maliens et Maliennes, une vigoureuse santé et de plus grands succès individuels et collectifs couronnant nos efforts pour l'indépendance et le bonheur du Mali et de tous les peuples du monde.

MESSAGES DE VŒUX

Au seuil du Nouvel An, le Président Modiba Keita a reçu successivement, le samedi 31 décembre 1966, à partir de 8 heures, les vœux des membres du Bureau Politique National et du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale, de l'Armée, du Corps diplomatique, de l'U.N.T.M. du Conseil municipal, du Conseil National de la Jeunesse, des directeurs des Sociétés d'Etat et des services centraux; des secrétaires généraux de Bamako, des anciens combattants et des Chefs religieux.

Nous reviendrons sur la céré-

monie qui eut lieu à cette occasion.

Dans l'après-midi du même jour, le camarade Secrétaire Général de l'U.S.-R.D.A. et premier magistrat de la ville de Bamako, accompagné de M. Yacouba Maïga, visita les Centres secondaires d'état civil de Niarela, Quinzambougou, Bagadadi, Missira et Médina-Coura.

Il eut avec les responsables des entretiens relatifs à l'organisation de ces centres et contrôla des registres d'état civil.

CEREMONIE DE SIGNATURE DU PROTOCOLE RELATIF AU VOLUME DES ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'URSS ET LE MALI POUR L'ANNEE 1967

Un protocole d'accord relatif au volume des échanges commerciaux a été signé le 28 décembre dans l'après-midi au Ministère des Affaires étrangères entre l'U.R.S.S. et le Mali.

La délégation malienne à cette cérémonie était conduite par le camarade Oumar Baba Diarra, Ministre du Travail, assurant l'intérim du Ministre du Commerce.

La partie soviétique était dirigée par Son Excellence Moussatov, ambassadeur d'U.R.S.S. dans notre pays.

Prenant le premier la parole à cette occasion, le camarade Ministre du Travail a dit :

« Permettez-moi, au nom du gouvernement de la République du Mali, de son Parti l'Union Soudanaise-R.D.A. et du Président Modiba Keita de vous dire combien nous avons été heureux du déroulement des négociations que nous venons de mener. L'atmosphère qui a présidé à nos pourparlers et la volonté de coopération qui les a animés ont été à la hauteur de l'amitié sincère qui existe entre nos deux peuples. A vrai dire, nous étions persuadés dès le début de nos entretiens que notre option commune pour le socialisme et notre désir de nous aider pour l'édification d'une économie socialiste seraient assez forts pour résoudre tous les problèmes qui résulteraient de l'inégalité de force de nos deux économies et de la nécessité pour l'une de contribuer à la consolidation et au développement de l'autre.

« Les listes des marchandises annexées au protocole et à la lettre d'échange que nous venons de signer, attestent par leur physionomie de la volonté de nos pays de diversifier et de développer chaque année davantage les échanges commerciaux. En effet, la progression du volume du commerce en 1967 par rapport à 1966 que

nous venons de réaliser démontre la réalité de la croissance de l'amitié de nos 2 peuples, un fait remarquable qui n'a pas échappé à notre attention, c'est que pour la première fois cette année, les produits finis de l'industrie malienne vont pouvoir être exportés en U.R.S.S. Cela traduit de façon éclatante la volonté de notre pays d'échapper à l'économie de traite en substituant à ses exportations traditionnelles de matières premières des produits semi-finis ou finis de son industrie naissante. Je ne puis que vous féliciter, Excellence, d'avoir compris cette ambition légitime d'un pays en voie de développement comme le nôtre.

« Une caractéristique de votre liste de cette année est que, plus que les années antérieures, y sont incluses des matières premières nécessaires au fonctionnement de nos usines mécaniques. Tout cela traduit notre volonté commune de mettre nos échanges au service de notre développement économique.

« Nous sommes sûrs que dans la réalisation, seront dépassés les quotas que nous avons fixés dans nos accords, car nous sommes persuadés que nos entreprises de commerce sauront mettre à profit la compréhension et la confiance réciproques que les entretiens qui prennent fin aujourd'hui ont contribué à consolider.

« Succédant au chef de la délégation malienne, Son Excellence l'Ambassadeur a déclaré en substance :

« C'est avec un grand plaisir que j'ai rempli aujourd'hui la mission du gouvernement soviétique, ayant signé le protocole sur la livraison mutuelle des marchandises pour l'année 1967.

« Une bonne pratique datée de plusieurs années, c'est créée dans les relations de nos deux pays, c'est-à-dire la pratique de la con-

clusion des protocoles annuels sur la livraison mutuelle des marchandises aussi bien que des autres accords qui se basent sur les relations amicales existant entre l'Union Soviétique et la République du Mali.

« Une coopération fraternelle entre l'Union Soviétique et le Mali se base sur les principes d'égalité, de respect, de souveraineté et d'avantages réciproques, elle n'était jamais stipulée par quelques conditions politiques.

« Le protocole sur la livraison mutuelle des marchandises, les lettres d'échange sur les livraisons des marchandises pour le financement des dépenses locales de la construction de cimenterie, que nous avons signés aujourd'hui contiennent un programme concret du développement des relations commerciales entre nos deux pays pour l'année 1967 qui va venir.

« Maintenant, il est important de prendre les mesures et de faire les efforts nécessaires pour que ce programme soit accompli avec succès et le volume des marchandises fixé dans l'accord soit complètement réalisé.

« La délégation soviétique est très satisfaite par le fait que les entretiens soviéto-maliens se sont déroulés dans une atmosphère de compréhension mutuelle.

« Permettez-moi, camarade Ministre, d'exprimer la certitude que l'amitié et la compréhension mutuelle qui sont caractéristiques dans les relations soviéto-maliennes contribueront à la réalisation heureuse de cet accord.

« Je voudrais saisir cette occasion pour vous souhaiter, cher camarade Ministre, ainsi qu'à tous les camarades maliens qui ont participé aux pourparlers et à travers vous à tout le peuple ami du Mali de grands succès dans la nouvelle année 1967.